

Conférence de haut niveau

Une dette soutenable pour une croissance durable : pour un financement vertueux du développement

Le 7 mai 2019

Résumé de la Présidence

Plus de quarante pays prêteurs et emprunteurs, sept organisations internationales et une vingtaine de représentants de haut niveau de la société civile et d'institutions financières privées ont participé le 7 mai 2019 à la conférence de haut niveau du Forum de Paris pour débattre des manières de garantir un financement vertueux et soutenable du développement.

L'accroissement des vulnérabilités liées à la dette partout dans le monde, en particulier dans les pays en développement, constitue une source de préoccupation croissante pour la communauté internationale. De nombreux pays en développement ont d'importants besoins de financement, notamment pour leurs projets d'infrastructures. Garantir que ces financements sont octroyés dans de bonnes conditions constitue un véritable défi.

La conférence de haut niveau du Forum de Paris avait pour objectif d'aboutir à un diagnostic partagé sur les vulnérabilités liées à la dette et à des recommandations pour un financement vertueux et soutenable du développement. Les résultats de cette conférence viendront alimenter les travaux actuellement menés par le G20, le FMI et la Banque mondiale sur les vulnérabilités liées à la dette.

Les participants ont convenu qu'une transparence accrue et des pratiques de financement plus soutenables de la part des débiteurs et créanciers, publics aussi bien que privés, étaient nécessaires. Ils se sont déclarés favorables à la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie multidimensionnelle du FMI et de la Banque mondiale qui vise, *via* une collaboration avec les pays emprunteurs et leurs créanciers, à améliorer le recensement et le suivi des engagements financiers publics et privés, ainsi que la transparence des informations transmises à leur sujet. Ils ont insisté sur la nécessité de continuer d'accroître la résilience, au moyen notamment de réformes structurelles, de la mobilisation des ressources domestiques, du renforcement du cadre budgétaire, de la gestion des finances publiques et de la gestion de la dette. Ils ont souligné l'importance d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités domestiques, ainsi que le rôle de l'assistance technique. S'agissant des créanciers, les participants ont salué l'exercice d'auto-évaluation actuellement mené par les membres du G20 concernant l'application des Principes opérationnels du financement soutenable (*G20 Operational Guidelines for Sustainable Financing*) et, du côté des

créanciers privés, ils se sont réjouis de l'aboutissement attendu dans les prochaines semaines de la formulation de principes en faveur de la transparence de la dette (*Principles for Debt Transparency*) par l'Institute of International Finance.

Les participants ont aussi souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les créanciers, aussi bien publics que privés, afin de réduire les coûts associés aux restructurations de dette. Ils ont relevé le rôle central joué par le Club de Paris et ont manifesté leur soutien à ses efforts actuels pour inclure davantage de créanciers issus de pays émergents.

S'agissant du financement des infrastructures, les participants ont jugé essentiel d'investir dans des infrastructures de qualité. Ils ont convenu de la nécessité d'établir des règles communes s'agissant des critères techniques, financiers, sociaux et environnementaux auxquels doivent répondre les projets d'infrastructures, notamment pour favoriser une concurrence équitable entre les entreprises de différents pays. Les participants ont également estimé indispensable d'évaluer de manière rigoureuse les risques financiers associés aux engagements hors bilan et contingents (engagements pris par des entreprises publiques, partenariats public-privé, dette « collatéralisée », etc.). Ils ont salué les travaux actuellement menés par le G20 pour établir une série de principes d'investissement dans des infrastructures de qualité et attendent avec intérêt l'achèvement de ces travaux et l'adoption de ces principes par le G20 au mois de juin.

En ce qui concerne les conditions financières mondiales, les participants ont souligné l'importance, pour les pays avancés ainsi que pour les pays émergents et en développement, d'adopter des politiques adéquates et d'atténuer les risques associés à la volatilité des flux de capitaux. Conscients que l'accumulation de dette favorise les tensions financières, les participants ont recommandé aux pays de mettre à profit la normalisation plus lente que prévu de la politique monétaire pour renforcer leurs capacités d'absorption des chocs extérieurs, notamment par le biais de réformes structurelles destinées à augmenter leur marge de manœuvre budgétaire et leurs réserves de change. Les participants ont convenu que dans les pays relativement peu vulnérables, il pouvait être approprié d'émettre de nouveaux titres de dette, selon les circonstances, à condition que les fonds obtenus soient utilisés pour réaliser des investissements productifs. Enfin, les participants ont appelé à être attentifs aux répercussions des décisions politiques prises dans les économies avancées sur la soutenabilité de la dette des pays en développement.

Les participants ont exprimé le souhait que ces discussions se poursuivent dans les enceintes s'intéressant aux questions de dette souveraine, en particulier le G20, le FMI et la Banque mondiale.